

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 30/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze**

Site de Bretenoux-Biars  
Avenue Jean-Charles RIVET  
19100 Brive-La-Gaillarde

Références : JR/2024-1334  
Code AIOT : 0006802881

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze implanté 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère. L'inspection a été annoncée le 10/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de deux actions nationales de l'inspection des installations classées visant à vérifier :

- le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées,
- la mise en œuvre des prescriptions relatives aux rétentions associées aux stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols et au confinement des eaux d'extinction incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNCF Réseau EIV Quercy/Corrèze
- 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère
- Code AIOT : 0006802881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est une installation de fabrication de traverses et de bois d'appareil pour les chemins de fer. Les activités exercées sont le façonnage des traverses et leur traitement par imprégnation à la créosote. Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est classé Seveso Seuil haut de par le stockage et l'emploi de la créosote. Il a été initialement autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral du 30 août 1978. Ces prescriptions initiales ont, depuis, été revues. Actuellement, les installations du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013 modifié et complété.

Le site relève par ailleurs de la directive IED de par son activité de préservation du bois au moyen de produits chimiques.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Air COV

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
4	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
7	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
8	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 3.2.4.4.1	Sans objet
9	Respect des valeurs limite d'émissions - Benzène	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 3.2.4.4.2	Sans objet
10	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
11	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater le bon suivi des rejets atmosphériques du site, qui répondent aux exigences attendues pour l'année 2023. L'évolution prochaine du site n'entraîne pas une baisse des investissements nécessaires dans la maintenance d'installations amenées à être remplacées en 2025.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dès réception, les résultats du contrôle des rejets atmosphériques des installations pour l'année 2024.

L'exploitant doit également justifier de l'étanchéité du bassin de rétention des eaux d'extinction, et transmettre les éléments attestant de la réalisation des actions correctives identifiées sur la cuvette de rétention de l'imprégnerie, relevées lors des inspections régulières qu'il mène à ce sujet.

Enfin, l'inspection proposera de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin d'acter le fait que le site dispose d'un confinement des eaux d'extinction incendie. Au préalable, l'exploitant devra intégrer les éléments justifiant du dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie dans l'étude de dangers du site, dont le réexamen est attendu pour le 19 août 2025 au plus tard.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Canalisation des émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b>  Les points de rejet à l'atmosphère des émissions captées sur le site sont :  1 : la cheminée de l'atelier d'imprégnation pompe à vide 1 2 : la cheminée de l'atelier d'imprégnation pompe à vide 2 3 : le cyclofiltre de l'atelier scierie 4 : la cheminée de la chaudière fioul,  Les trois premiers points de rejets sont recensés dans l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2024. Le quatrième point (la cheminée de la chaudière fioul) est décrit dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants pour l'année 2023. Les rejets diffus ont fait l'objet d'une mesure en 2013, aussi les résultats présentés se basent sur les valeurs de 2013, mises à jour avec les volumes traités en 2023. Les émissions diffuses des composés organiques volatils du site sont liées au processus d'imprégnation à la créosote (type C) : - L'autoclave d'imprégnation lors de son ouverture : 0,00014 t/an

<p>- Zone de stockage du bois fraîchement imprégné en sortie de traitement (zone d'égouttage): 0,0007 t/an</p> <p>- Zone de séchage du bois ancien avant expédition : 0,0096 t/an</p> <p>L'exploitant a déposé en 2022 un porter-à-connaissance portant sur une démarche de modernisation industrielle de ses installations, dont l'instruction a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2024.</p> <p>Une nouvelle imprégnerie remplacera l'existante, et emploiera une huile cuivrée en substitution de la créosote, moins nocive et émissive. L'exploitant indique à l'inspection prévoir l'abandon total de l'emploi de la créosote à la fin du mois de juillet 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Traitement des fumées - entretien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que les équipements de traitement des fumées de la pompe à vide sont assurés par deux groupes froid (un par cylindre d'imprégnation) qui condensent les vapeurs en partie haute du cylindre. L'eau créosotée ainsi récupérée est évacuée par camion et traitée comme déchet dangereux.</p> <p>Ces groupes froids sont entretenus au titre des équipements sous pression. Le document "mode opératoire d'imprégnation des bois sous rails" daté du 31 août 2021 détaille le contrôle hebdomadaire à réaliser de la température affichée sur thermostat de contrôle, de la pression de la pompe, du niveau d'eau et de l'état de l'élément filtrant.</p> <p>L'opérateur est alerté des dysfonctionnements par un voyant lumineux. Un suivi de l'affichage de la température de refroidissement permet de s'assurer du bon fonctionnement du traitement des rejets atmosphériques.</p> <p>Suite à l'inspection du 30 mai 2023, l'exploitant a mis en place un registre de suivi de la pompe à vide et du groupe froid au poste « imprégnateur » afin de consigner les incidents entraînant le déclenchement de l'alarme et/ou l'arrêt des installations.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant expose que depuis mai 2024 l'un des deux groupes froid est hors service.</p> <p>Néanmoins le traitement des rejets reste opérationnel, l'exploitant expliquant réduire sa production par décalage des cycles de vide sur le groupe froid opérationnel restant.</p> <p>Suite au diagnostic de la société Delbos, l'exploitant a commandé un nouveau groupe froid en remplacement, qui lui a été livré le 27 septembre 2024.</p>

<p>L'inspection constate la présence de ce nouveau groupe froid, mais encore non relié et non fonctionnel.</p> <p>Postérieurement à la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a informé l'inspection, le 31 octobre 2024, de la mise en service effective de ce nouveau groupe froid.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Traitement des fumées - matériel disponible**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le traitement des fumées est assuré par deux groupes froid en fonctionnement normal, un pour chaque cylindre d'imprégnation, ne nécessitant pas de stock de consommables particuliers.</p> <p>Si un groupe froid présente un défaut, la pompe à vide est coupée, mettant à l'arrêt le processus d'imprégnation du cylindre concerné. L'exploitant dispose néanmoins de la possibilité d'imprégner sur les deux autoclaves avec un seul groupe froid, en opérant de manière décalée. En cas d'indisponibilité simultanée des deux groupes froids, le processus d'imprégnation est totalement stoppé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Surveillance des rejets - mesure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle inopiné des rejets atmosphériques des installations a été réalisé par la société APAVE du 19 au 20 juin 2023. La société APAVE dispose de l'accréditation Cofrac n°1-7202.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la communication des résultats des mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2024 dès leur réception, non encore réalisées au jour de</p>

l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Surveillance des rejets - programme**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les contrôles réglementaires à l'émission des composés organiques volatils totaux (COVT) et des composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) qui ont été présentés ont été réalisés par deux organismes de contrôle différents, à savoir l'agence de Bordeaux APAVE EXPLOITATION France et l'agence de Toulouse Bureau Veritas Exploitation SAS .</p> <p>L'inspection a vérifié que ces organismes disposent bien d'une accréditation en cours de validité pour le mesurage in situ des (COVT), de l'oxygène, de la vitesse et du débit-volume et de la teneur en vapeur d'eau.</p> <p>La norme NF EN 12619 employée pour le mesurage des COVT est conforme à l'avis norme publié au Journal officiel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Surveillance des rejets - justification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a accompagné la transmission du rapport de contrôle APAVE N°100100808-001-1 du 26 septembre 2023 relevant le non-respect de la valeur limite d'émission de COVT par un courrier daté du 10 novembre 2023. Ce courrier précise les causes envisagées du dépassement constaté, à savoir le comblement partiel de la cuve de détente par de la créosote, ainsi que les actions correctives prévues afin de retrouver des valeurs d'émissions conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Respect des VLE - tableau des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 3.2.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets - COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  La concentration de l'ensemble des composés organiques volatils exprimée en milligramme par mètres cube (mg/m3) est limité à la valeur de 110 mg/m3, exprimée en carbone total.
<b>Constats :</b>  Un contrôle inopiné des rejets atmosphériques des installations a été réalisé par la société APAVE du 19 au 20 juin 2023. La société APAVE dispose de l'accréditation Cofrac n°1-7202.  La rapport relève un dépassement des valeurs limites d'émissions concernant la concentration en composés organiques volatils totaux (COVt) au niveau de la pompe à vide de l'imprégnerie (pompe à vide n°2).  A la demande l'inspection, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle mesure de rejet atmosphérique en sortie de cheminée de la pompe à vide. Le résultat des mesures fait apparaître qu'au moment du nouveau contrôle de l'APAVE réalisé le 26 septembre 2023, la concentration en COVt des rejets de la pompe à vide est à nouveau supérieure à la valeur réglementaire : 220,6 mg/m <sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission de 110 mg/m <sup>3</sup> .  Après investigation, l'exploitant a entrepris de nettoyer la cuve de détente, partiellement comblée par de la créosote figée en fond de cuve. Une nouvelle mesure a ensuite été réalisée le 6 février 2024 par la société Veritas, qui dispose de l'accréditation Cofrac n°1-6253. Le rapport correspondant, présenté à l'inspection, atteste du retour à la conformité : 53,5 mg/Nm <sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission de 110 mg/Nm <sup>3</sup> .  Le rapport du contrôle inopiné réalisé par la société APAVE les 19 et 20 juin 2023 sur les rejets atmosphériques atteste du respect des valeurs d'émissions des composés organiques volatils pour la cuve 2eme détente.  Le rapport de la société Bureau Veritas n° 21322194/1.1.1R relatif aux mesures des émissions atmosphériques de la pompe à vide n°2 réalisées le 6 février 2024 présente une concentration des composés organiques volatils totaux de 53,5 mg/Nm3, conforme à la valeur limite d'émission de 110 mg/Nm3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Respect des valeurs limite d'émissions - Benzène**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 3.2.4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets - Benzène
<b>Prescription contrôlée :</b>

La concentration en Benzène exprimée en milligramme par mètres cube (mg/m3) est de 2 mg/m3 pour les rejets issus de l'unité d'imprégnation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport 100100808-001-1 concernant les mesures des rejets atmosphériques réalisées par l'APAVE les 19 et 20 juin 2023.</p> <p>Les résultats attestent d'une valeur de la concentration de benzène dans les rejets atmosphériques conforme, inférieure à la valeur limite d'émission de 2 mg/m3:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0,91 mg/m3 pour la cuve de deuxième détente,</li> <li>• 0,62 mg/m3 pour la pompe à vide.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la communication des résultats des mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2024 dès leur réception.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance le plan de gestion des solvants pour l'année 2023.</p> <p>Le plan de gestion des solvants est correctement transmis chaque année à l'inspection, via l'application GEREP.</p> <p>Les hypothèses retenues pour le plan de gestion des solvants s'appuient notamment sur le document de référence sur les meilleures techniques disponibles « STS - Traitement de surface utilisant des solvants » parues le 9 décembre 2020.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé d'incohérence dans les calculs présentés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de stockage peut contenir au plus 315 m3 de créosote.</p> <p>La calcul du volume de la rétention associée disponible est détaillé dans le document EIV QC MT00026 daté du 26 janvier 2024. L'exploitant retient un volume nécessaire de rétention de 157,5 m3 minimum.</p> <p>La cuvette sous l'impregnerie dispose d'un volume total de 900 m3, et elle serait remplie au maximum à une hauteur d'environ 1,55 m.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cuves de la station de stockage/dépotage ne sont plus utilisées par l'exploitant. Le stockage de la créosote est désormais limité au bâtiment d'imprégnation. Le volume maximum de créosote</p>

qui y est stockée est de 315 m3. Ce bâtiment possède une cuvette de rétention maçonnée qui permet de retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie et les fuites de créosote.

L'exploitant effectue de manière régulière une vérification de l'étanchéité de la cuvette de rétention de la station d'imprégnation. Pour cela, deux méthodes sont utilisées : un examen visuel et une vérification par mise en eau (rétention de 10 m3 sur deux jours), une fois tous les 3 ans. L'inspection a consulté le document opérationnel de la vérification de l'étanchéité de la cuvette de rétention de la station d'imprégnation, mis à jour le 26 janvier 2024.

L'exploitant a présenté :

- le compte-rendu du test de mise en eau de la cuvette de rétention de la station d'imprégnation daté de septembre 2019. Ce compte rendu conclut à l'absence d'infiltration.
- la fiche de veille de la vérification visuelle et de test de la mise en eau de la cuvette de rétention de l'imprégnation datée du 21 septembre 2022. Ce document relève un état satisfaisant de la rétention, excepté sous les autoclaves, où une reprise des fissures avec un ciment spécifique devait être réalisé.
- la fiche de veille de la vérification visuelle de la cuvette de rétention de la station de dépotage datée du 4 janvier 2023

L'inspection a constaté l'absence d'objets qui limiteraient le volume de rétention disponible de la cuvette du bâtiment d'imprégnation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments attestant la reprise des fissures de la cuvette de rétention de l'imprégnation relevées sous les autoclaves en 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Bassin de confinement des eaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :

- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m<sup>2</sup> identifiées dans

l'étude de dangers,

Ou ;

- est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

### **Constats :**

L'arrêté préfectoral d'autorisation du site date de 1978. Depuis, il n'y a pas eu de modifications substantielles conduisant à la délivrance d'une nouvelle autorisation. Par conséquent, l'article 26 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 n'est pas opposable au site.

Par ailleurs, les arrêtés préfectoraux complémentaires à l'arrêté de 1978 ne fixent pas de dispositions réglementaires en termes de confinement des eaux incendie.

L'inspection relève, néanmoins, la nécessité pour le site SNCF de disposer d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que le site était effectivement équipé d'un bassin de récupération des eaux pluviales et d'extinction, clôturé et accessible via un portail, au nord du site.

L'exploitant a présenté un synopsis représentant le débourbeur déshuileur séparateur d'hydrocarbures, un premier bassin étanche de 480 m<sup>3</sup> imperméabilisé afin de pouvoir stocker également les eaux d'extinction d'incendie et éviter leur départ dans le milieu naturel, un deuxième bassin non étanche de 1 300 m<sup>3</sup> et le positionnement des vannes en fonctionnement normal, en cas d'incendie et après l'incendie.

La calcul de dimensionnement qui a été présenté est basé sur les caractéristiques d'une pluie de fréquence décennale, et prend en compte le besoin de stockage des eaux d'extinction d'incendie générées par 4 poteaux incendie fonctionnant en continu pendant une heure (120 m<sup>3</sup>/h par poteau).

**Au regard de ce qui précède, l'inspection proposera donc de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin d'acter le fait que le site dispose d'un confinement des eaux d'extinction incendie. Au préalable, il apparaît nécessaire que les éléments justifiant du dimensionnement du bassin soient intégrés à l'étude de dangers du site, dont le réexamen est attendu pour le 19 août 2025.**

Par ailleurs, l'inspection constate que le bassin de 480 m<sup>3</sup> totalement végétalisé possède une couverture végétale impactant le volume de rétention disponible.

L'exploitant a présenté, suite à l'inspection, le 31 octobre 2024, une photo datée du 2 octobre 2024 du bassin nettoyé et tondu suite à une intervention réalisée la veille, ainsi que les certificats

<p>de qualité de la géomembrane et des géotextiles.</p> <p><b>L'inspection relève que la validité de 3 ans du certificat de qualité n° 4500 CQ 12 de la géomembrane Alavatech 5002 AG 1.5 mm est expirée depuis le 17 septembre 2015.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'intégrer les éléments justifiant du dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie dans l'étude de dangers du site, dont le réexamen est attendu pour le 19 août 2025 au plus tard ;</li> <li>• sous 3 mois, de lui justifier de la bonne étanchéité du bassin de rétention des eaux d'extinction.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>